

**Procès-verbal de la réunion extraordinaire du Comité Social et Economique
des Laboratoires Bouchara-Recordati**

Lundi 21 septembre 2020

Etaient présents

Invité : M. Certain, Cabinet BEC.

Direction

Céline Bardet

Directrice des Ressources Humaines

Membres du 2^{ème} collège

Nathalie Biben

Titulaire UNSA

Raphaëlle Coquéant

Titulaire CGT

Alain Rossat

Titulaire UNSA

Alain Gnahoui

Titulaire CFTC

Natacha Di Domenico

Suppléante UNSA

Marie Barruche

Suppléante/CFTC

Olivier Brave

Suppléant/CFE-CGC

Carole Guidici

Titulaire CFTC

Florence Cabassut

Titulaire CFE/CGC

Membres du 3^{ème} collège

Lydie Merlin

Titulaire UNSA

Bertrand Melin

Suppléant UNSA

Représentants Syndicaux au CSE

Marie Barruche

Représentante Syndicale CFTC

Carine Artigue

Représentant syndical UNSA

Isabelle Bezou-Morel

Représentante syndicale CFDT

Pierre Stéfanelli

Représentant syndical CFE-CGC

Raphaël Candelma

Représentant syndical CGT

Absents excusés

Véronique Delécluse

Titulaire UNSA

La séance, par audioconférence, commence à 14 h 30 et se termine à 16 h 20.

La séance est ouverte par Céline Bardet.

La présentation des comptes est effectuée en l'absence de la trésorière, Véronique Delécluse, excusée.

M. Certain, pour le Cabinet BEC présente les documents transmis au CSE : le rapport d'activité ainsi que le bilan.

Rapport d'activité

Bilan du 31 décembre 2019 – p. 12

Il s'agit de l'image à un instant « t » de ce que possède le CSE au 31 décembre 2019.

Les fonds propres s'élèvent à 37 544.42 € qui se décomposent en :

- Réserve AEP : 12 489.73 €
- Réserve ASC : 75 946.53 €

Avec le passage en CSE à la fin de l'année 2018 l'Instance a décidé d'affecter 80% des réserves AEP vers les ASC. En 2018 les réserves AEP étaient de 56 574 € et cette année le montant est de 12 489,73 euros. Donc 49 358 € ont été transférés, des réserves AEP vers les réserves ASC ce qui a augmenté celles-ci au 31 décembre 2019.

Le résultat pour l'année 2019 est de 50 891.84 € dont :

- Déficit AEP : - 44 824.68 €
- Déficit ASC : - 6 067.16 €

Ces résultats déficitaires ont été possibles parce que les réserves étaient excédentaires pour les deux budgets.

Actifs immobilisés : 7062 €

Il s'agit des biens que possède le CSE au 31 décembre 2019 dont :

- Immobilisations incorporelles : 4 375 € - le site internet est totalement amorti, ainsi que le matériel informatique. M. Bec suggère de faire un inventaire de stock.
- Immobilisations corporelles : 2 687 €

Actif circulant :

- Avances et acomptes versés : 251 €

Ce sont des sommes dues par des fournisseurs au titre de 2019 ou 2018 qui n'ont pas été utilisées. Dont : un solde Sodexo, un solde ANCV. Ces montants sont à déduire des prochaines factures sur l'année 2020.

Créances participants et comptes rattachés : 11 800 € Ils sont provisionnés à hauteur de 9 430 euros. Ce sont des montants donnés par les salariés au titre de 2019 qui n'avaient pas encore été versés, mais le net 2370 a bien été versé en 2020.

La provision de 9430 € correspond aux prêts accordés depuis plusieurs années et qui n'ont toujours pas été remboursés. Il y a deux ans, par précaution, il a été décidé de les provisionner car il y a des présomptions de non remboursement. Si les salariés recommencent à rembourser cela viendra en produit.

- Débiteurs structures liées : 20 328 €

Ce sont les soldes et subventions dus par la direction au 31/12/2019 – ils ont bien été versés sur l'année 2020.

- Disponibilités : 85 080 €

Ce sont les soldes des comptes bancaires au 31 décembre 2019. Cela correspond bien aux montants des relevés bancaires.

En contrepartie il y avait certaines dettes à payer :

- Dettes fournisseurs et comptes rattachés : 65 796 €- des dettes nées en 2019 mais en termes de trésorerie ces sommes d'argent n'avaient pas encore été versées. La variation par rapport à 2018 s'explique par la facture Sodexho – il y a eu une distribution de chèques culture à la fin de l'année et le paiement est sorti en trésorerie début janvier 2020.
- Dettes fiscales et sociales : 83 €- c'est un solde d'impôt financier à payer. Y figure encore l'exercice 2015 -2016 et il y a une provision dans les comptes. Il est probable que l'Etat ne réclamera pas au bout de 5 ans des dettes fiscales.
- Dettes participants et comptes rattachés : 4 606 €- il s'agit des sommes que le CSE devait à des salariés du 31-12-2019 pour des activités 2019, et qui ont été payées en 2020.

Le détail du bilan est expliqué dans le rapport d'activité.

- **Commentaires**

Alain Rossat revient sur les sommes empruntées par des salariés. M. Certain précise qu'il s'agit des 11 800 « créances participants et comptes rattachés ». Il y a 9430 € de prêts accordés qui n'ont pas été remboursés.

Alain Rossat demande des précisions sur les personnes qui ont bénéficié de ces prêts, et si l'on attend encore un remboursement, pour tout ou partie de ces sommes.

Marie Barruche répond que certaines personnes ont quitté l'entreprise. Nathalie Biben, lorsqu'elle faisait partie du bureau, avait envoyé des lettres recommandées aux débiteurs dont la plupart ne sont plus dans l'entreprise. Ils n'ont pas répondu, sauf un qui avait déjà remboursé.

M. Certain a signalé que, pour une personne, il y a une dette importante. Natacha di Domenico s'interroge sur les actions à prendre. Lydie Merlin demande si la RH peut prendre le relais.

Lydie Merlin propose de remettre ce point à l'ordre du jour du prochain CSE. Elle indique que deux personnes ont remboursé.

Selon Alain Rossat, il est légitime que le CSE puisse aider des personnes en difficulté car c'est une des vocations des œuvres sociales, mais il ne faut pas que cela grève le budget qui doit bénéficier à une communauté, et si des personnes ne remboursent pas, cela peut empêcher de prêter à d'autres. C'est pourquoi il faut rechercher les causes du défaut de paiement.

Nathalie Biben revient sur le cas soulevé, elle a envoyé des lettres recommandées, il s'agit d'une personne en surendettement et elle a fourni une justification fiscale. Natacha Di Domenico demande si sa situation a changé depuis.

Marie Barruche pense qu'il faudrait faire un point précis au sujet des prêts et des différents débiteurs, elle pense notamment à une personne, qu'il faudrait pouvoir contraindre à rembourser, eu égard aux sommes engagées

Alain Rossat précise qu'il s'agit de 50% du total des prêts au personnel, il pense aussi qu'il faut relancer. Alain Gnahoui suggère de reprendre le point au prochain CSE, ce qui est acté.

M. Certain reprend l'exposé.

Compte de résultat du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019

Les produits se montent à 179 950 € soit essentiellement la subvention ASC pour 177 086 euros. En 2018 cette subvention était de 179 071 € Il s'agit d'un pourcentage de la masse salariale, si la subvention a diminué cela signifie que la masse salariale a également diminué.

Les produits sur exercices antérieurs sont de 1952.5 euros. Ce sont des annulations de chèques réalisés sur 2018 et dont la valeur de validité a été dépassée.

Produits financiers : 12.5 €- ce sont les revenus des livrets au 31 décembre 2019.

Total des produits : 179 050.94 €

Ces produits ont été utilisés de la façon suivante :

- CESH : deux chèques distribués, sans participation dans ce cas : 710.24 €
- Chèques vacances : coût net : 70898.87 €- 224 chèques vacances ont été distribués. 223 participations ont été reçues, il y a donc un écart pour une participation qui n'est pas actuellement dans les comptes.
- Activités culturelles : coût net de 76 212 €- il s'agit des chèques culture. L'année dernière le coût était de 43 508 €soit une augmentation de 35 704 €qui s'explique par le fait qu'il y a eu deux distributions de chèques culture, en juin et en décembre.
- Commission sociale : 497 € Ce sont des distributions pour trois mariages.
- Commission fête : 41 799.48 €- il s'agit du Noël des enfants (bons Sodexo de 50 €pour 147 enfants) et du Noël des adultes (169 €et 204 bons).
- Commission sportive : cette année des séances de yoga ont été organisées dont le coût est de 5950 € le sport des enfants : 16706 €(105 enfants), le sport adulte pour 3684 €(74 subventions).
- Commission voyages : 7285 €contre 7852 €l'année précédente. Il s'agit des séjours scolaires et linguistiques et des colonies. 43 enfants ont bénéficié de cette subvention.

- **Commentaires**

Florence Cabassut demande des précisions sur les cours de Yoga. Par rapport au montant, combien de personnes sont-elles concernées ?

M. Certain répond qu'il y a eu 70 séances, mais il ne sait pas combien de personnes ont participé.

Céline Bardet indique qu'en présentiel il y a eu deux groupes de 10 personnes – donc 20 personnes du siège participent sur 98 en effectif total. Il s'agissait de deux heures de cours par semaine.

- Impôt sur les revenus financiers : 3 €
- Autres charges : 127.6 €qui sont les frais bancaires.

Cela amène à un résultat déficitaire sur l'année 2019 de -44 824.68 €

Cela s'explique essentiellement par le fait que sur la commission culturelle il y a eu deux distributions de chèques, ainsi que l'activité Yoga en plus. Cependant il y a des réserves et pour les utiliser il fallait distribuer des montants aux salariés.

Compte de résultat des AEP

- Subvention : 27 244.86 € contre 27 549 € en 2018. Cela vient du fait que la masse salariale a diminué.
- Produits financiers : 0.40 cts. Intérêts du livret AEP.

Total produits : 27 245,26 €

Ces produits sont utilisés dans des charges récurrentes. Cependant il y a eu un événement exceptionnel qui explique le résultat.

- Fourniture d'entretien et petits équipements : 59.9 €
- Fournitures administratives : 131.06 €
- Documentation : 160 €
- Frais de repas, colloques, séminaires et déplacement : 1 335.94 €
- Frais postaux et téléphone : 23.92 €
- Services bancaires : 127.6 €
- Honoraires sténotypie : 8 144 €
- Honoraires juriste : il n'y a pas eu ces frais parce qu'il s'agissait des honoraires pour le passage en CSE qui a eu lieu en 2018.
- Honoraires comptables : 8 880 €
- Formations : 14 450 €- le montant important s'explique par le passage en CSE qui a suscité des besoins de formation.

Total charge AEP : 33 312.42 €

Résultat des AEP : - 6067.16 € C'est un résultat déficitaire qui est financé par les réserves. Ce déficit provient des éléments exceptionnels survenus en 2019 – les formations pour le passage en CSE. Sans cela le résultat aurait été excédentaire proche de celui de 2018.

AVIS du CSE

Question : *Approuvez-vous les comptes du CSE tels que présentés par le Cabinet BEC ?*

Le vote est réalisé par l'envoi d'un sms à Lydie Merlin.

Votent les titulaires – 10 votants :

DEFAVORABLE : 0

ABSTENTION : 0

FAVORABLE : 10

Les comptes sont approuvés à l'unanimité.

M. Certain signale qu'il faut clôturer les comptes 2020 au 30 juin de l'année 2021. Lydie Merlin propose de recontacter le Cabinet dès le début de l'année.

Le CSE remercie M. Certain.

Concernant l'information au personnel il est prévu une communication indiquant le résultat du vote.

II – Questions diverses

Calendrier des réunions

Le prochain CSE aura lieu le 22 octobre par Skype.

Concernant la réunion du CSSCT du 22 septembre, Céline Bardet a envoyé la convocation aux titulaires, Cette décision a été prise parce qu'on prévoit que les réunions à distance vont encore durer assez longtemps, donc on revient à la règle normale.

Nathalie Biben regrette que les suppléants ne puissent plus assister à ces réunions. On peut comprendre que les frais soient importants en déplacement, mais ce n'est pas le cas à distance. Par ailleurs, les suppléants devraient normalement recevoir les convocations. Marie Barruche indique n'avoir rien reçu. Céline Bardet répond qu'un e-mail a été envoyé mais n'a pas été reçu, elle va le renvoyer. Lydie Merlin se connectera pour la réunion de demain, sous réserve.

Gestion de la comptabilité du CSE

Lydie Merlin aborde les questions de gestion en l'absence de la trésorière, laquelle est la seule à disposer des moyens de paiement, c'est pourquoi elle ne peut pas rembourser les frais. Elle précise qu'il faut scanner les documents et la mettre en copie pour qu'elle puisse faire un point avec Véronique Delécluse.

Nathalie Biben fait état de retard sur les chèques vacances, ainsi que pour les activités sportives. Lydie Merlin explique que, n'ayant pas accès aux fichiers ni aux moyens de paiement, il faut attendre le retour de la trésorière. Sur les chèques vacances, Lydie Merlin propose de faire un point avec Véronique Delécluse dès son retour. Elle annonce une communication aux salariés concernés d'ici la fin du mois. Elle indique que les cartons avec les chèques ANCV non distribués et retournés par la poste au Siège sont bien arrivés.

Concernant la réunion du CSSCT du 22 septembre, Alain Gnahoui demande que Lydie Merlin soit présente. Céline Bardet répond qu'elle a envoyé l'invitation. Véronique Delécluse participera également à cette réunion. Comme il faut des représentants du siège également il y aura Natacha Di Domenico qui confirme qu'elle sera présente.

Cours de Yoga

Céline Bardet rappelle la décision du groupe selon laquelle la direction ne peut pas prendre en charge ces frais en raison des restrictions budgétaires actuellement en vigueur jusqu'à la fin de l'année et l'an prochain. Il reste quatre mois soit un coût de 1600 €, elle demande s'il faut arrêter ces cours et communiquer dans ce sens.

Selon Raphaël Candelma le prix de 85 € de l'heure est prohibitif. Céline Bardet répond qu'il y a 10 personnes par cours. Selon Raphaël Candelma, un professeur de yoga applique normalement un tarif de 35 € de l'heure.

Marie Barruche considère que 20 € de participation mensuelle par usager – correspondant à 400 € par mois – peut être proposé aux personnes qui suivent régulièrement ces cours. Cela équivaut à trois séances offertes et une séance achetée. Cela permettrait de lever tous les doutes sur le peu de participants par rapport à l'effectif. Elle suggère de mettre le point à l'ordre du jour du prochain CSE. Par rapport aux itinérants, elle ne voit pas de quelle manière ils pourraient faire du yoga, bien qu'ils soient dans le mailing.

Céline Bardet explique que les frais étaient plus élevés en 2019 parce c'était des cours en présentiel, et il s'agissait de deux heures par semaine pour 20 personnes – maintenant il s'agit d'une heure par semaine facturée, pour ceux qui ne peuvent pas se connecter le vendredi, entre douze heures et treize heures (maintenant le lundi) – l'animatrice envoie une vidéo qui peut être consultée à tout moment de la journée et le weekend.

Marie Barruche observe que cela est valable pour les personnes qui étaient déjà inscrite à ces cours. Carine Artigue indique qu'elle paye ses propres cours de yoga 8 € la séance. Céline Bardet répond que c'est ce que payent réellement les salariés.

Raphaël Candelma ajoute que les cours de yoga nécessitent normalement de réserver une salle, ce qui représente des frais – il y a une infrastructure : l'électricité, l'accueil, le téléphone, le personnel. C'est pourquoi il trouve que 85 € est prohibitif.

Selon Carine Artigue 5 950 € pour 20 personnes, doit être comparé à 3 684 € qui représente un plus gros effectif pour le sport adulte. Elle trouve que c'est discriminatoire. Marie Barruche rappelle que le sport adulte est plafonné par l'Urssaf. Il était prévu que les personnes qui font du yoga ne bénéficieraient pas de remboursement sport, il reste donc des zones de flou dans ce budget. Elle trouve que 400 € par mois, soit 100 € la séance est un montant trop élevé. Raphaël Candelma est d'accord, et cela par rapport aux autres salariés.

Nathalie Biben revient sur les normes Urssaf. Elle demande des clarifications sur ce point. Marie Barruche propose donc de mettre la question à l'ordre du jour de la réunion du mois d'octobre, pour une prise de décision.

Céline Bardet indique qu'elle ne peut pas s'engager pour continuer les cours début octobre, elle conclut qu'elle va prévenir les salariés que les cours sont arrêtés.

Isabelle Bezou-Morel observe que certains salariés apprécient ces cours et sont prêts à payer, car ils n'ont pas le temps d'aller à l'extérieur. Alain Gnahoui signale qu'il y a des tutoriels de yoga à distance. Pierre Stéfanelli confirme qu'il y a des vidéos gratuites. Lydie Merlin objecte que tous les cours n'ont pas la même qualité.

Céline Bardet indique que ce sont des cours où le professeur connaît les participants et c'est personnalisé, même à distance. Ce n'est pas anonyme et c'est une autre qualité de cours.

Carine Artigue souligne que la discussion ne porte pas sur la qualité des cours mais sur le prix.

Lydie Merlin conclut que les critiques portent sur le coût et l'équité par rapport à l'ensemble du personnel. Marie Barruche pense que des personnes pourraient être intéressées par une contribution et avec 20 € participants par mois, on parvient à 400 €. Mme Bezou-Morel propose de demander au comptable si l'activité est conforme aux dispositions réglementaires de l'Urssaf.

Lydie Merlin indique que l'idée était plutôt d'intégrer l'ensemble des salariés. Pierre Stéfanelli ajoute que le comptable n'a pas donné de réponse sur la question de l'Urssaf. Il y a une somme globale qui est attribuée à un certain nombre de personnes. Lydie Merlin précise que le comptable a demandé s'il existe une règle concernant le yoga, elle a répondu qu'il n'y en a pas ; en 2019 il y avait deux groupes de 10 personnes et 2 cours par semaine.

Florence Cabassut considère que cesser les cours est regrettable pour les personnes qui ont commencé. Cependant il y a le fait qu'on se prive d'un budget qui pourrait être utile pour distribuer des chèques culture qui plaisent à tout le monde ; c'est pourquoi c'est un peu discriminatoire.

Marie Barruche ajoute que ces cours sont assez individualisés, il est difficile d'entrer dans un cours alors que d'autres sont déjà assez avancés. Florence Cabassut est d'accord car le Yoga est une vraie discipline.

Lydie Merlin considère également qu'il est difficile de modifier la règle en cours d'année.

Céline Bardet observe qu'il faudra informer les salariés du siège de l'arrêt des cours, ce qui va créer une grosse déception.

Lydie Merlin conclut que la proposition du CSE est que chaque participant paye 20 € par mois avec un remboursement à 50 € par an avec le budget sport.

Marie Barruche est d'accord, s'il y a 20 personnes on arrive à 400 € par mois. Elle rappelle que, sur la décision initiale, le CSE avait été mis devant le fait accompli. Elle donne l'exemple d'une demande passée de financement de machines à café par le comité d'entreprise, pour le siège où elle s'était rapprochée de M. Certain pour avoir son opinion, lequel avait prévenu que c'était discriminatoire, car réservé à une partie de la population.

Marie Barruche suggère de mettre le point à l'ordre du jour d'une réunion extraordinaire afin que le Comité puisse voter avant la fin du mois – d'ici là le CSE aura pu consulter l'expert-comptable.

Lydie Merlin propose d'envoyer un mail à M. Certain afin d'avoir des éléments.

Raphaël Candelma rappelle que la question a été soulevée au cours de plusieurs CSE, il rejoint la proposition de mettre le point à l'ordre du jour d'une réunion extraordinaire – il rappelle que les conditions sanitaires ont affecté la vie quotidienne des personnes et qu'il faut prendre cela en compte également.

Aménagements demandés par suite du Covid

Marie Barruche rappelle la réflexion au sujet des vacances scolaires et la difficulté, pour les délégués, de tourner actuellement avec la pandémie. Elle demande quelle est la position de la direction. Céline Bardet répond qu'on n'a pas avancé sur le sujet, mais la question est à l'étude.

UGA supplémentaires

Sur un accord financier Céline Bardet attend des retours, elle a reçu des propositions de certains DR, elle étudie ce qui est proposé, ce que cela représente en termes d'UGA, de médecins supplémentaires à visiter. Elle souligne le caractère facultatif et optionnel de la démarche. Toutes les propositions ont été reçues et elles sont en cours d'examen afin de fixer des règles objectives de contrepartie financière.

Carole Guidici considère qu'il s'agit d'une prise de poste. Elle demande si la décision sera prise rapidement, car il faut prendre des rendez-vous, et actuellement les obtenir est particulièrement difficile.

Céline Bardet répond que l'on communiquera le plus rapidement possible sur le sujet.

Bertrand Melin réitère le point de vigilance sur le nombre de médecins existant. Marie Barruche pense qu'on se positionnera aussi sur le nombre de salariés qui vont accepter. Bertrand Melin suggère d'étudier le marché potentiel, concernant le nombre de médecins qu'il est possible de visiter. Il y a non seulement une différence entre le possible et le réel, mais il est très difficile de savoir quel est le réel exact compte tenu du Covid. Parfois le maximum sera 8 ou 10 médecins sur une UGA.

Nathalie Biben suppose que les délégués concernés ont fait un point sur la faisabilité et le nombre de médecins accessibles.

Céline Bardet note le point.

Isabelle Bezou-Morel signale que des personnes ont pris des secteurs entiers et il sera compliqué de faire un calcul. Pierre Stéfanelli ajoute que les UGA sont différentes, il peut y en avoir deux qui ont beaucoup de médecins ou une toute petite qui n'a pas le même quota. Parfois une UGA vaut autant qu'une dizaine ailleurs.

Carole Guidici souligne qu'il s'agira de prendre de nouvelles UGA en situation de crise sanitaire, et au mois d'octobre. Il faudra voir ce qu'il est possible de faire Il y a ce que l'on imagine sur le papier et la réalité du terrain.

Céline Bardet répond que le travail va être approfondi avec l'équipe d'excellence commerciale, et annonce une communication le plus rapidement possible.

Florence Cabassut e demande à la direction si pour la prise de ces UGA un peu de temps administratif supplémentaire peut être accordé. Si c'est le cas une communication devrait être faite rapidement.

Marie Barruche suppose que les personnes volontaires ont déjà amorcé un travail, ils ont déjà récupéré des fichiers, voir comment cela se passe etc.

Isabelle Bezou-Morel considère qu'il faut procéder par ordre, Stéphane Cohen a bien précisé qu'il fallait vérifier si c'était intéressant ou non, si les propositions faites tenaient la route. Il y a des choses qui ont été proposées et qui ne seront pas acceptées. Il est donc prématuré de prendre des rendez-vous. Marie Barruche ne va pas jusqu'au stade de la prise de rendez-vous.

Bertrand Melin explique qu'il faut savoir combien il y en a eu déjà, comment les médecins reçoivent etc. Il souligne qu'il n'y a pas de visibilité sur les vacants car c'est retiré de MI. Les

personnes se sont renseignées auprès de leurs collègues sur le terrain pour avoir la liste des MG et cardiologues qui reçoivent ou non. C'est ce qu'a fait Marie Barruche.

Carole Guidici souligne que tous les salariés n'ont pas eu les mêmes niveaux d'information. Bertrand Melin explique que c'est le délégué qui s'informe de sa propre initiative, auprès de ses collègues. Marie Barruche ajoute qu'on peut se renseigner auprès de collègues d'autres laboratoires qui connaissent l'UGA.

Isabelle Bezou-Morel signale que certaines UGA n'ont pas été travaillées depuis des années. Bertrand Melin ajoute qu'il ne suffit pas de connaître le nombre de médecins mais il faut savoir si ce sont des médecins qui reçoivent. Marie Barruche observe qu'il faut trier et repérer les médecins spécialisés dans des médecines douces, par exemple. On peut donc se rapprocher de collègues d'autres laboratoires qui connaissent le secteur.

Carole Guidici observe que même des médecins qui reçoivent habituellement peuvent refuser les visites actuellement à cause du Covid.

Céline Bardet conclut que la direction va revenir vers le CSE pour présenter les résultats du travail accompli entre les DR et leurs équipes, entre les DR et Stéphane Cohen et elle-même. Il y a donc une réflexion entamée sur l'excellence commerciale. Ainsi seront communiquées les règles de contrepartie financière qui seront fixées et attribuées.

Marie Barruche observe qu'il leur a été demandé une réponse ferme et définitive la semaine dernière. Il est difficile de s'engager sans savoir où l'on va. Céline Bardet retient le point à remonter.

Carole Guidici ajoute que si le salarié volontaire considère la contrepartie financière pour son ordre de mission insuffisante il doit pouvoir se désengager. Il est demandé dans l'urgence de couvrir des UGA vacants en période de crise sanitaire. Cela représente pour le volontaire une charge de travail supplémentaire et il est donc normal de prévoir une indemnisation. Cependant le but n'est pas de « prendre pour prendre », mais que derrière il y ait une faisabilité, qu'il y ait des résultats concrets. Nous sommes déjà en octobre, certains rendez-vous peuvent être pour dans trois mois, il faut qu'il y ait un travail en amont autrement on peut dire oui, prendre une compensation, et finalement que cela devienne faisable seulement en février ou mars c'est-à-dire à la date de fin de mission.

Bertrand Melin prévoit nécessairement un temps de latence. Il souligne qu'il s'agit d'une mission.

Céline Bardet confirme qu'il s'agit d'une mission ponctuelle. Bertrand Melin en déduit que si on voit que l'UGA est vraiment non faisable en termes de développement le délégué peut décider d'arrêter à fin mars, mais le but est que cela réussisse. Carole Guidici souligne qu'il y a une volonté d'augmenter le chiffre d'affaires, mais cela ne doit pas être une perte de temps et d'énergie.

Nathalie Biben en déduit qu'il faudra un système de prime complètement décorrélé par rapport aux secteurs qui sont travaillés habituellement. Marie Barruche ajoute que c'est du bon sens compte tenu des contraintes actuelles et il est possible que certains rendez-vous soient repoussés à décembre. Il y a eu des demandes et des réponses, on voit déjà que dans certains cas il n'y a

plus de rendez-vous pour la fin de l'année, ceci d'autant plus pour un secteur où l'on n'est pas connu.

Bertrand Melin observe que cela a été pris en compte étant donné que la mission est déconnectée par rapport au système de prime. Il est légitime que l'entreprise cherche à augmenter son chiffre d'affaires, pour le délégué c'est aussi une vision à moyen et long terme et potentiellement cela peut l'aider à maintenir son activité actuelle.

Alain Gnahoui remarque cependant que c'est une grosse dépense d'énergie et ce temps mis sur les nouvelles UGA est du temps qui ne sera pas consacré aux anciennes.

Carole Guidici adhère à cette démarche à condition que ce soit faisable. Bertrand Melin considère qu'il est bien que ce soit dans le cadre d'une mission au lieu de l'intégrer comme ce que l'on a pu faire avec des UGA jusqu'à présent, mais où cette problématique ne se posait pas.

Carole Guidici souligne que l'idée est bien de mettre en place cette mission pour que l'opération réussisse.

Alain Gnahoui demande pourquoi la mission a été limitée à fin mars. Au vu de ces commentaires, les concrétisations pourront vraiment commencer au premier trimestre de l'année prochaine. Céline Bardet n'a pas de réponse plus précise, elle explique que la vision est plutôt à court terme actuellement avec la crise sanitaire.

Nathalie Biben suppose que si les résultats étaient au rendez-vous il pourrait y avoir une décision de prolonger la mission. Céline Bardet répond que ce n'est pas exclu : si cela permet de renforcer le business et faire plus de rentrées d'argent et que cela convient au salarié cela pourrait se prolonger. Au contraire, si cela met en danger le salarié, Bertrand Melin considère que la mission devrait arrêter en mars, ce qui est une protection.

Carole Guidici rappelle la possibilité d'organiser des commandos. Bertrand Melin répond que cela pose les mêmes problèmes. Carole Guidici pense qu'il est très positif d'être réactif, mais il faut être également réaliste. On n'obtient pas un rendez-vous du jour au lendemain, et il y aura aussi des disparités.

Céline Bardet conclut que le point va être repris et également vis-à-vis des DR. On se donne donc le temps d'observer ce que cela va donner. Elle rappelle qu'il y a une réflexion sur la contrepartie financière, sur la prime de mission, et ensuite comment sont définis de nouveaux objectifs par rapport aux UGA supplémentaires pris.

DM / DMS

Nathalie Biben demande si un DM peut prendre une partie d'activité de DMS en plus de la sienne en tant que DM.

Céline Bardet ne l'exclut pas, dans la mesure où le DM est d'accord. Elle cite le cas d'un DM qui abandonne son secteur pour prendre complètement les missions d'un DMS. La façon de compenser financièrement est en cours de réflexion, mais c'est une mission différente qui, le cas échéant, pourrait se pérenniser.

Carole Guidici s'interroge sur la manière dont va être formé le délégué. Céline Bardet confirme qu'il sera formé à cet effet.

Alain Gnahoui demande si les postes de DMS sont vacants. Marie Barruche répond que des postes de DMS sont vacants depuis longtemps. Céline Bardet ajoute que les DR connaissent quels sont les territoires couverts et c'est connu des équipes de la BU Ethique, donc il n'y a pas de surprise.

Alain Gnahoui donne l'exemple d'un secteur DMS vacant récemment, s'il s'agit de celui-ci c'est une mission et non un changement de poste.

Céline Bardet confirme qu'il s'agit d'une mission, prévue pour six mois, mais à la fin de cette période il n'est pas exclu de pérenniser le statut, et cela fera partie intégrante des missions de la personne.

Florence Cabassut signale que dans certaines régions la communication n'est pas reçue et des personnes ne sont pas informées.

Céline Bardet considère que le salarié est acteur de sa carrière. L'idée était aussi de voir s'il y avait de la motivation, avoir des retours, il est donc possible de prendre une mission DMS et c'est au salarié concerné, le cas échéant, à se manifester de manière proactive, ce qui était le cas dans l'exemple donné. Ensuite il y a une discussion avec les DR.

Carole Guidici suppose que certains salariés n'imaginaient pas qu'on pourrait les former aussi rapidement sur certaines spécialités. Il était donc nécessaire de communiquer.

Céline Bardet conclut qu'elle attend les retours sur les propositions qui ont été faites et la direction fera des propositions de contreparties.

Le CSE note le point.

Réunion CSSCT

Raphaël Candelma demande s'il est possible que les délégués syndicaux soient informés sur cette réunion, bien qu'ils ne soient pas élus. Alain Gnahoui répond qu'il y aura un procès-verbal pour cette réunion.

Raphaël Candelma suggère d'informer qu'une réunion extraordinaire va avoir lieu et à quelle date. Si aucun représentant syndical n'a d'élus au sein de cette instance, il n'y a pas d'information. Céline Bardet répond que telle est la règle qui a toujours été suivie. Seuls les membres du CSSCT sont informés et convoqués. Dans ce cas, le sujet porte sur une enquête qui devra être menée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.



Lydie MERLIN
Secrétaire CSE